

**TINÇ Mehmet Rifat**, 4 octobre 1978, Istanbul, Turquie

Université de La Réunion

e-mail: Mehmet-Rifat.Tinc@univ-reunion.fr



## Diplômes

### Université de Strasbourg (UDS)

2009 : Thèse de doctorat en droit,

*Prix de la « Meilleure thèse en droit public » décerné par la Faculté de Droit de Strasbourg et Prix de thèse de l'Association Française des Docteurs en Droit*

2002 : DEA Droit de l'Union et des Communautés européennes

2001 : Maîtrise de Droit Général et Certificat de Droit européen

2000 : Licence en droit

1999 : D.e.u.g. de droit 2<sup>e</sup> année

1998 : D.e.u.g. de droit 1<sup>e</sup> année

### Lycée Français de Saint-Benoît d'Istanbul

1997 : Équivalent Baccalauréat – Mention bien

**Langues :** Bilingue (français-turc) Anglais : lu (très bien), parlé (bien), écrit (textes simples)

TOEFL 2010 93 points

## Fonctions

2011/2013 : Maître de conférences, Université de la Réunion, UFR Droit et Économie

2010/2011 : Professeur Assistant, Université Kadir Has d'Istanbul, Faculté de Droit (Turquie)

2009 : Assistant de recherche à l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg

2008/2009 : Chercheur au Centre d'études internationales et européennes à l'Université de Strasbourg

2007/2009 : Chargé des travaux dirigés en droit communautaire à l'Institut d'études politiques de Strasbourg

2004/2006 : Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) à l'UDS, chargé des travaux dirigés en droit communautaire et en droit constitutionnel.

2003/2004 : Organisateur des séminaires à l'Institut d'études européennes de l'Université de Marmara (Turquie) : « Seminary about Law of free movements »

Tuteur en Histoire du droit à l'UDS – Assistant de recherche pour le *Réseau d'experts européens*

2002/2003 : Chargé des travaux dirigés de méthodologie juridique pour la première année d'AES à l'Université de Nancy 2 (90 heures)

Été 2001 : Visite d'étude à la Cour européenne des droits de l'Homme

1. *Le contrôle de proportionnalité des mesures nationales restrictives des échanges. Un instrument de légalité au service de l'intégration*, Thèse, 2009, Université de Strasbourg.
2. « Le contrôle de proportionnalité des mesures nationales restrictives des échanges. Un instrument de légalité au service de l'intégration », *RDUE*, 4/2010, pp. 791-884.
3. « L'arrêt "Turban" de la Cour constitutionnelle turque. Contribution à l'étude de la notion d' "État de droit constitutionnel" », *RFDA*, 3/2010, p. 472-488.
4. « Le domaine public sous l'emprise des droits de l'homme. La banalisation du contentieux domanial en droit français », in *Mélanges en l'honneur du Prof. Dr. Ali Güzel*, Istanbul, 2010, *Beta*, Vol. II, pp. 1661-1675.
5. « Interprétation *contra legem* », contribution au Colloque des doctorants, Université de Fribourg, avril-mai 2009, *RDUE*, 3/2009, pp. 493-511.
6. « Les financements des services d'intérêt économique général », in *Les incidences du droit communautaire sur le droit public français*, G. Eckert, Y. Gautier, R. Kovar et D. Ritleng (sous la dir. de), *PUS*, 2007, pp. 361-372.
7. « L'article I-9 du Traité établissant une Constitution pour l'Europe », in V. Constantinesco, Y. Gautier et V. Michel (sous la dir. de), *Traité établissant une Constitution pour l'Europe. Analyses et Commentaires*, Strasbourg, *PUS*, 2005, pp. 349-361.
8. 2011-2012, Chroniques de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne intéressant les droits fondamentaux, in *Europe des Libertés* (trimestriel)

CURSUS

EXPÉRIENCES

PUBLICATIONS ET RECHERCHES